

Pour ce qui est de l'influence que peuvent avoir les organismes non gouvernementaux sur les dépenses gouvernementales, je peux assurer au député que c'est le gouvernement qui décide de la politique qu'il adoptera, et non des personnes de l'extérieur.

Même si de nombreux membres du mouvement syndical au Canada réclament la démission du chef du Nouveau parti démocratique, cela ne veut pas dire qu'il faut les écouter. Même si les personnes qui se sont opposées au libre-échange retirent maintenant leur appui au chef du Nouveau parti démocratique, cela ne veut pas dire qu'il faut les suivre.

LA DEMANDE DE LA CHAMBRE QU'UNE COMMISSION ROYALE SOIT NOMMÉE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Les petits copains de «Bay Street» du ministre, qui appartiennent en grande partie à l'Association des manufacturiers canadiens, on demandé au gouvernement de charger une commission royale d'enquête d'étudier les programmes sociaux du Canada.

Le premier ministre peut-il me garantir aujourd'hui qu'il dira «non» à ses copains de Bay Street, qu'il dira «non» aux multinationales canadiennes et qu'il refusera de nommer une commission d'enquête en vue de réduire les programmes d'aide sociale actuellement en vigueur au Canada?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le premier ministre et son gouvernement majoritaire ont été élus par les citoyens ordinaires, et ce sont eux que nous avons l'intention d'écouter pendant les quatre prochaines années.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA TAXE À L'EXPORTATION SUR LE BOIS D'OEUVRE—LES MISES À PIED ANNONCÉES PAR LA SOCIÉTÉ GREAT WEST FOREST PRODUCTS

**M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur.

La société Great West Forest Products, de Thunder Bay, a annoncé aujourd'hui la mise à pied de 180 employés.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Comuzzi:** Cette mise à pied sera suivie d'une autre mise à pied qui touchera 180 travailleurs forestiers. En outre, 60 entrepreneurs indépendants perdront leur emploi.

Questions orales

La mise à pied touchera au total 420 travailleurs.

Dans son communiqué de presse, la société indique que la fermeture est une conséquence directe de la taxe à l'exportation de 15 p. 100 imposée par le gouvernement.

Pourquoi le gouvernement n'est-il pas intervenu pour supprimer cette taxe à l'exportation qui fait perdre des centaines d'emplois dans le nord de l'Ontario?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** La taxe à l'exportation est une taxe . . .

**Une voix:** Une taxe qui frappait le Canadien moyen, John.

**M. Crosbie:** La taxe à l'exportation est une taxe qui a été imposée après de longues consultations entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces les plus susceptibles d'être touchées par les mesures que les Américains menaçaient de prendre relativement au bois d'oeuvre. Au lieu de laisser les Américains augmenter les droits de douane sur les exportations de bois d'oeuvre du Canada, le gouvernement a jugé qu'il serait préférable de conserver cet argent au Canada, et c'est pour cette raison qu'il a imposé la taxe à l'exportation.

Grâce à l'augmentation des droits de coupe et à l'imposition, dans certaines provinces, d'une taxe à l'exportation de 15 p. 100, les recettes supplémentaires ainsi obtenues sont conservées au Canada, principalement en Colombie-Britannique, au lieu de s'en aller dans les coffres des États-Unis.

Monsieur le Président, ce n'est pas que le gouvernement voulait imposer une telle taxe. Il a simplement jugé qu'il valait mieux ne pas tout perdre étant donné qu'il s'agissait de circonstances contre lesquelles il ne pouvait rien.

**Mme Copps:** C'était là l'«offre finale» de Pat Carney.

**M. Crosbie:** Le jour où il deviendra possible de modifier cet arrangement, dans la mesure où les provinces et les autres parties intéressées voudront le modifier, nous ne demanderons pas mieux que d'en discuter avec elles.

**Mme Copps:** Allez-vous modifier l'Accord de libre-échange?

ON DEMANDE DE SUPPRIMER CETTE DISPOSITION DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

**M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon):** Selon les renseignements dont je dispose, quand on parle d'emplois perdus à Thunder Bay, ces chiffres ne représenteraient que la partie émergée de l'iceberg. Des milliers d'emplois disparaîtraient cet hiver à cause de cette taxe à l'exportation.